

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-contradictions-de-la-gauche-latinoamericaineImmanuel-Wallerstein>

# **Les contradictions de la gauche latinoaméricaineImmanuel Wallerstein**

- Réflexions et travaux -  
Date de mise en ligne : dimanche 15 août 2010

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

L'Amérique Latine a été la *success story* de la gauche mondiale de cette première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle. Cela est vrai de deux façons. La première, également la plus largement remarquée, c'est que les partis de gauche et de centre-gauche ont remporté une série remarquable d'élections pendant ces dix années. Et collectivement, les gouvernements latinoaméricains ont pris pour la première fois leurs distances de manière significative avec les Etats-Unis. L'Amérique Latine est devenue une force géopolitique relativement autonome sur la scène internationale.

Mais l'Amérique Latine est aussi devenue une *success story* pour la gauche mondiale d'une autre façon. Les mouvements des populations indigènes d'Amérique latine se sont affirmés politiquement quasiment partout et ont réclamé le droit d'organiser leur vie politique et sociale de manière autonome. Cette question a retenu pour la première fois l'attention du monde entier lors du spectaculaire soulèvement du mouvement néo-zapatiste en 1994 dans l'Etat mexicain du Chiapas. Ce qui a moins été relevé, c'est l'apparition de mouvements du même type dans toute l'Amérique Latine et aussi à quel point ces mouvements ont créé un réseau panaméricain d'organisations locales.

Le problème, c'est que les deux types de gauche - les partis qui ont pris le pouvoir dans les différents Etats et les mouvements des nations indigènes dans ces différents pays - n'ont pas des objectifs identiques et usent d'un langage idéologique très différent.

Les partis ont fait du développement économique leur objectif principal. Sa réalisation passe, au moins pour une part, par un plus grand contrôle de leurs propres ressources et de meilleurs accords avec les entreprises étrangères, les gouvernements et les institutions intergouvernementales. Ils recherchent la croissance économique, arguant du fait que c'est seulement ainsi que le niveau de vie de leurs concitoyens pourra être augmenté et une plus grande égalité réalisée.

Les mouvements des nations indigènes ont cherché à exercer un plus grand contrôle sur leurs propres ressources et de meilleurs accords non seulement avec les acteurs non-nationaux mais aussi avec leurs propres gouvernements nationaux. En général, selon eux, l'objectif n'est pas la croissance économique mais la réconciliation avec PachaMama, la Terre mère. Ils ne recherchent pas une plus grande utilisation des ressources de la Terre mais une utilisation plus raisonnable qui respecte l'équilibre écologique. Ils désirent *buen vivir*, bien vivre.

C'est sans surprise que les mouvements des nations indigènes se sont retrouvés en conflit avec les quelques gouvernements les plus conservateurs d'Amérique latine, comme ceux en place au Mexique, en Colombie et au Pérou. Mais de plus en plus, et assez ouvertement, ces mouvements sont aussi entrés en conflit avec les gouvernements de centre-gauche au Brésil, au Venezuela, en Equateur et même en Bolivie.

Je dis « même en Bolivie » car il s'agit du seul gouvernement à avoir élu un président lui-même issu d'une nation indigène et avec le soutien massif de la population des nations indigènes du pays. Et néanmoins, il y a eu conflit. La question, là comme ailleurs, est de savoir si et comment les ressources naturelles sont exploitées, qui prend les décisions et qui contrôle les rentrées d'argent.

Les partis de gauche tendent à accuser les mouvements des nations indigènes qui entrent en conflit avec eux d'être, sciemment ou non, les pions (si ce n'est les agents) des partis de droite nationaux et de forces extérieures, en particulier des Etats-Unis. Les mouvements des nations indigènes qui s'opposent aux partis de gauche insistent sur le fait qu'ils agissent seulement pour leurs propres intérêts et de leur propre initiative et ils accusent les gouvernements de gauche d'agir comme des gouvernements conservateurs à l'ancienne, sans réel égard pour les conséquences écologiques de leurs activités de développement.

Quelque chose d'intéressant a récemment eu lieu en Equateur. Le gouvernement de gauche de Rafael Correa, qui était initialement arrivé au pouvoir avec l'appui des mouvements des nations indigènes, est par la suite entré durement en conflit avec eux. Le sujet de division le plus sensible était le souhait du gouvernement de développer les ressources pétrolières de la réserve amazonienne de Yasuni.

Initialement, le gouvernement ignore les protestations des habitants indigènes de cette région. Puis le président Correa s'est fait le champion d'une solution ingénieuse. Il proposa aux gouvernements du Nord que si son pays devait se décider à renoncer à tout développement de Yasuni, ces riches gouvernements devraient dédommager l'Equateur au motif qu'il s'agirait d'une contribution à la lutte mondiale contre le changement climatique.

Quand cette proposition fut présentée pour la première fois à la conférence de Copenhague sur le climat en 2009, elle fut accueillie comme une idée fantaisiste. Mais après six longs mois de négociations, cinq gouvernements européens (l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, la France et la Suède) ont convenu de créer un fonds administré par le Programme de développement des Nations unies (PNUD) qui payera l'Equateur afin qu'il ne développe pas Yasuni, au motif que c'est là une contribution à la réduction des émissions de carbone. On parle d'inventer un nouveau verbe, « yasuniser », pour décrire de tels accords.

Mais combien d'accords de ce type pourraient être conclus ? Une question plus fondamentale est en jeu. C'est celle de la nature d' « un autre monde possible », pour reprendre le slogan du Forum Social Mondial. Est-ce un monde fondé sur une croissance économique constante, fût-elle « socialiste » et devant élever le revenu réel des habitants du Sud ? Ou est-ce ce que certains appellent un changement de valeurs de civilisation, un monde du *buen vivir* ?

Les questions en débat ne seront pas faciles à résoudre. Ce débat a lieu actuellement au sein des forces de gauche latinoaméricaines. Mais des situations analogues sont à la base de beaucoup de tensions internes en Asie, en Afrique et même en Europe. Ce pourrait devenir le grand débat du XXIème siècle.

[Commentaire n° 287](#), 15 août 2010